

## Le nouveau Parlement européen rend essentielle la recherche d'un équilibre entre sécurité, durabilité environnementale et développement pour naviguer dans un paysage politique complexe.

*Arturo Varvelli, Angela Ziccardi, European Council on Foreign Relations, Rome.*

# SI L'EUROPE VA À DROITE, CONTINUERA-T-ELLE À REGARDER VERS LE SUD ?

Les attentes ont été comblées par la réalité. En effet, les dernières élections européennes des 8 et 9 juin ont montré un net glissement vers la droite. Sur les 720 sièges du Parlement européen, le Parti populaire européen (PPE) et l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D) restent les premier et deuxième groupes en termes de nombre de sièges – respectivement 189 et 136 –, mais la révélation de ces élections est venue des Conservateurs et réformistes européens (ECR). Avec 83 eurodéputés, le parti de droite est devenu le troisième groupe parlementaire de l'hémicycle, dépassant Renew Europe (RE), le groupe centriste du Parlement européen. La victoire de cette « force constructive de centre-droit », comme le ECR s'est récemment décrit, a été stimulée par les résultats des élections en Italie, où le parti des Frères d'Italie de la première ministre Giorgia Meloni a obtenu le plus grand nombre de voix au niveau national. Les partis d'extrême droite ont également dominé en France et en Allemagne, déclenchant des élections anticipées à Paris et une crise d'identité à Berlin. Les résultats du Rassemblement national, le parti politique d'extrême droite de Marine Le Pen, qui a obtenu son meilleur résultat dans une élection nationale avec 31,5 % des voix, ont incité le président français Emmanuel Macron, malgré sa cote de popularité de 15 %, à dissoudre l'Assemblée nationale et à convoquer des élections le 30 juin. Pour en revenir à Berlin, outre le fait que le parti conservateur CDU-CSU soit redevenu le premier parti (avec environ 30 %), le parti social-démocrate (SPD) du chancelier allemand Olaf Scholz a également été dépassé par le parti d'extrême

droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui a célébré une deuxième place historique.

Dans un contexte de crises internes, de remises en question et de désagréments, le tableau final laisse présager une augmentation du nombre de députés de droite au Parlement européen. Toutefois, cela ne semble pas bouleverser les projets de coalition antérieurs. Le groupe PPE est arrivé en tête, avec quelques sièges supplémentaires, tandis que le S&D est resté stable, suggérant la continuité de la coalition PPE-S&D-Renew de la dernière législature, malgré le net recul des libéraux. La droite a frappé au cœur du moteur franco-allemand et a dominé en Italie, mais la continuité au centre devrait prévaloir à Bruxelles.

Dans la même logique, même les nominations des « Top Jobs » de l'UE n'ont pas révélé de grandes surprises. Lors du Conseil européen des 27 et 28 juin, comme prévu, Ursula von der Leyen a été proposée pour un second mandat à la tête de la Commission européenne. Elle sera accompagnée du socialiste António Costa, ancien premier ministre portugais, comme prochain président du Conseil européen, et de la libérale Kaja Kallas, premier ministre estonien, comme Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-présidente de la Commission, avec une reconfirmation de la Maltaise Roberta Metsola à la présidence du Parlement européen. Un choix qui n'a pas plu à la première ministre italienne Giorgia Meloni, initialement considérée comme l'une des chevilles ouvrières de la sélection des « Top Jobs », mais qui s'est retrouvée isolée et mise à l'écart lors de la consultation.



De gauche à droite, Mark Rutte, alors premier ministre néerlandais, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, Kais Saïd, président tunisien, et Giorgia Meloni, première ministre italienne, après la signature de l'accord Tunisie-UE. Tunisie, le 16 juillet 2023. / TUNISIAN PRESIDENCY / HANDOUT/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

Meloni a voté contre Costa et Kallas et s'est abstenue sur Von der Leyen, malgré les excellentes relations qu'elle entretenait auparavant avec la présidente. Elle cherchera néanmoins à obtenir un portefeuille économique de premier plan pour Rome au sein de la prochaine Commission, étant l'un des rares dirigeants nationaux renforcés par cette élection et jouant par conséquent un rôle de premier plan au sein du Conseil européen.

Cette configuration institutionnelle impliquerait également la poursuite de certains dossiers politiques qui devraient être mis en œuvre tant au niveau de l'UE qu'en matière de politique étrangère. En ce qui concerne la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), la nomination de l'Estonienne Kaja Kallas au poste de Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères pourrait toutefois donner lieu à certaines considérations. Son prédécesseur, l'Espagnol Josep Borrell, s'est montré très franc sur le Moyen-Orient au cours des quatre dernières années, adoptant souvent des positions contraires à celles de Von der Leyen, comme dans le cas de la guerre de Gaza. Mais cela pourrait changer avec une Haute représentante originaire d'un pays d'Europe de l'Est, qui a usé de son influence politique à la suite de l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie pour faire campagne en faveur de l'envoi davantage d'armes à Kiev. Kaja Kallas pourrait donc déplacer le centre de gravité de la politique étrangère de l'UE dans cette direction, détournant l'attention d'autres zones géopolitiquement intéressantes telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du

Nord. Ou, avec un peu de chance, le fait de regarder vers l'Est ne réduira pas l'attention portée au Sud, mais se traduira plutôt par une simple réduction des frictions internes entre les institutions de l'UE sur certaines questions liées à la région MENA, donnant à Von der Leyen le levier nécessaire pour poursuivre les politiques introduites au cours de son premier mandat.

Sur cette base, afin de mieux comprendre si et comment la projection de l'UE dans la région MENA pourrait changer avec le nouveau Parlement, il est nécessaire d'examiner de plus près certaines questions politiques clés – à savoir la migration, la guerre entre Israël et Gaza, la transition verte et la stratégie « Global Gateway » – à l'aide d'une approche fondée sur des scénarios.

### **MIGRATION : POUR QUE TOUT CHANGE, IL FAUT QUE TOUT RESTE EN L'ÉTAT**

Parmi les questions susmentionnées, les politiques de gestion des migrations de l'UE seront sans aucun doute l'une de celles qui présentent la plus grande continuité par rapport à la législature précédente. Au cours du premier mandat, Ursula von der Leyen s'est efforcée de mettre en œuvre des mesures pour lutter contre le phénomène, en lançant un nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile en 2021. Cependant, ces actions peuvent s'inscrire dans le cadre de la tendance générale d'externalisation et de sécurisation des politiques migratoires que l'UE connaît depuis plusieurs années, et la montée de l'extrême droite et sa présence accrue au Parlement peuvent suggérer un retournement de cette tendance.

Pendant la campagne électorale, le manifeste du PPE – le groupe auquel appartient Von der Leyen – a appelé à plusieurs actions de « sécurisation », telles que l'augmentation du personnel de Frontex, l'agence européenne des frontières, par 10 000 nouveaux agents, l'équipement de

## L'UE devrait jouer un rôle important dans la reconstruction de Gaza en lançant d'initiatives multilatérales avec les États-Unis et les pays arabes. Si elles étaient envisagées dès maintenant, cela faciliterait la perception d'une UE qui n'est pas passive face au conflit

l'agence avec des technologies de pointe et des drones, et un droit d'intervention directe le long de toutes les frontières extérieures de l'UE. Parallèlement, le PPE a appelé à la création de centres d'asile et de migration dans des « pays tiers sûrs », où les personnes sans papiers arrivant sur le sol européen pourraient être envoyées pour traiter leur demande d'asile. Ce projet, qui présente de fortes similitudes avec le « plan Rwanda » promu par le premier ministre britannique Rishi Sunak ou l'accord Italie-Albanie promu par la première ministre italienne Meloni, ne garantirait pas un engagement à accepter les personnes bénéficiant de l'asile en dehors des frontières de l'UE.

Quant aux « pays tiers sûrs », le manifeste n'indique pas spécifiquement lesquels, mais la spéculation politique amènerait à penser aux pays qui ont récemment conclu des « partenariats stratégiques » avec la Commission, à savoir la Tunisie, la Mauritanie et, ces derniers mois, l'Égypte et le Liban – compte tenu des pressions économiques et sécuritaires accrues découlant de la guerre à Gaza. Si l'on prend l'exemple de l'Égypte, la Commission a accepté d'allouer 7,4 milliards d'euros pour renforcer la stabilité du pays et sa lutte contre la migration, soit la somme la plus importante qui ait été accordée à un pays tiers depuis le premier accord migratoire entre l'UE et la Turquie en 2016. Bien que ce type d'accord puisse être nécessaire pour soutenir ces pays – comme dans le cas du Liban, qui accueille le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde, mais qui n'a reçu l'année dernière que 27 % du financement mondial pour répondre aux réfugiés syriens –, le risque est de déployer des fonds uniquement pour se débarrasser du problème, sans vision à long terme, ce qui ne conduit pas à mettre en œuvre les réformes structurelles dont ces pays ont besoin. En outre, dans cette logique totalement préventive d'échange monétaire pour éviter des arrivées massives en Europe, l'UE continuerait à créer des alliances avec des dirigeants autoritaires qui peuvent profiter de la situation pour formuler d'autres demandes et faire du chantage à Bruxelles, comme dans le cas de la Turquie en 2021.

Si l'on élargit le spectre aux deux autres partis de coalition possibles, les sociaux-démocrates et les libéraux se sont montrés plus souples dans leurs manifestes, ne préconisant pas de programmes d'externalisation avec des pays tiers, mais réitérant leur soutien au nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile. Toutefois, le pacte ne modifie pas le traitement actuel des demandes d'asile, dans la mesure où il n'annule pas le règlement de Dublin selon lequel la responsabilité de l'examen de la demande d'asile incombe au premier pays d'entrée en Europe. Cela signifie que la perception négative de la migration en Europe reste élevée, ce qui motive implicitement l'action de l'UE en recourant à ces partenariats stratégiques avec des pays tiers. Au lieu d'investir dans le dévelop-

pement d'itinéraires sûrs et de structures d'accueil qui permettraient aux personnes d'obtenir une protection en Europe, le nouveau Parlement approuverait ainsi des politiques migratoires encore plus externalisées, transformant progressivement l'UE en une « forteresse Europe », comme le souhaite l'extrême-droite.

### GAZA ET L'UE : PRO-ISRAËL, MAIS JUSQU'À QUAND ?

Sans Josep Borrell à la tête des affaires étrangères, et la continuité de Von der Leyen, la position de l'UE sur Israël et la Palestine devrait rester largement inchangée. Compte tenu de l'augmentation significative du nombre d'eurodéputés d'extrême droite et conservateurs, il est peu probable que le Parlement européen soutienne des mesures visant à sanctionner Israël ou à condamner ses actions à Gaza. Ce paysage politique devrait se traduire par une position systématiquement pro-israélienne. Toutefois, au sein du Parlement, celle-ci pourrait être contrebalancée par des positions de plus en plus critiques à l'égard du gouvernement de Benjamin Nétanyahou. Ces derniers mois, plusieurs pays européens, y compris ceux qui ne reconnaissent pas la Palestine, ont manifesté leur mécontentement face à l'offensive militaire israélienne et l'ont exprimé publiquement, tout comme les États-Unis. Si la guerre se poursuit, les institutions européennes pourraient être amenées à faire preuve de beaucoup plus de fermeté et de vigueur pour exiger d'Israël qu'il mette fin au conflit. La position de l'Europe à l'égard de Gaza est essentiellement une question toxique pour de nombreux États membres et est liée à ce qui se passe dans le conflit, au sein du gouvernement israélien et, bien sûr, aux prochaines élections américaines. L'UE dans son ensemble devrait jouer un rôle important dans la reconstruction de Gaza en lançant des initiatives multilatérales avec les États-Unis eux-mêmes, et surtout avec les pays arabes. Une telle action, si elle est envisagée dès maintenant, faciliterait la perception d'une UE qui n'est pas passive face au conflit et écrasée par les positions israéliennes.

### UNE 'TRANSITION VERT CLAIR' EN MÉDITERRANÉE ?

L'un des principaux domaines d'action du nouvel agenda 2021 pour la Méditerranée est « l'énergie, l'environnement et la résilience climatique ». L'UE s'est fixé comme priorité d'aider les pays du Sud de la Méditerranée à élaborer des stratégies nationales de décarbonisation pour 2050. Cet engagement se reflète dans les conclusions du Conseil sur la diplomatie verte de mars 2024.

La rive sud de la Méditerranée présente un potentiel important pour le développement des énergies renouvelables, qui pourraient théoriquement répondre à la demande d'électricité de l'Afrique et de l'Europe d'ici 2030. Investir dans les énergies renouvelables dans la région MENA permettrait à ces pays de s'éloigner des énergies fossiles et d'accélérer leur développement industriel. L'Europe devrait continuer à utiliser son influence diplomatique pour promouvoir les projets d'énergie renouvelable, malgré la montée de la droite.

Toutefois, la croissance de l'extrême droite représente un risque pour le programme de transition écologique de l'UE. Ces partis donnent souvent la priorité aux intérêts nationaux et à la croissance économique, plutôt qu'à la durabilité environnementale. Cela pourrait entraîner une réduction du financement des initiatives vertes et un ralentissement de leur mise en œuvre. Toutefois, à en juger d'après le soutien apporté par la coalition actuelle à la diplomatie verte, des projets clés peuvent être menés à bien, même s'ils sont susceptibles d'être retardés ou modifiés. En général, la politique verte de l'Europe à l'égard de la Méditerranée dépendra des politiques industrielles qui seront adoptées par l'UE. La Méditerranée, un peu à l'image du Maroc, pourrait bénéficier des politiques de délocalisation des pays européens. L'Espagne et l'Italie, en particulier, pourraient être le fer de lance d'une action européenne plus organique dans ce sens.

#### **L'AVENIR DU 'GLOBAL GATEWAY' : LA NÉCESSITÉ D'UNE REVITALISATION**

La stratégie Global Gateway, lancée par la Commission, vise à améliorer la connectivité mondiale en investissant dans des projets d'infrastructure, numériques et de développement humain dans le monde entier. Elle consacre quelque 150 milliards d'euros à l'Afrique, soulignant ainsi le statut prioritaire de ce continent pour l'UE.

Ce plan bénéficie du soutien de tous les pays soucieux de relancer les relations avec ce que l'on appelle le Sud global et qui considèrent la Global Gateway comme une opportunité. Cependant, ce projet, lancé en décembre 2021, est tombé dans l'oubli, notamment en raison de la guerre en Ukraine, qui a détourné l'attention stratégique. Une véritable relance du projet est donc nécessaire, peut-être avec la création d'un poste de commissaire dédié aux questions géopolitiques et géoéconomiques.

La montée de l'extrême droite introduit une incertitude quant à l'avenir de la Global Gateway. Ces partis pourraient soutenir une orientation plus nationale, réduisant les investissements dans le développement international. Cependant, l'alignement de l'initiative sur les objectifs plus larges de l'UE de promotion du développement durable et de la stabilité dans la région MENA signifie qu'elle pourrait encore recevoir un soutien, en particulier si elle est intégrée à d'autres objectifs politiques.

Si l'on considère l'intérêt porté à l'Afrique par l'un des gouvernements de droite de l'Europe, l'Italie, on peut prédire qu'il ne faiblira pas. Le plan Mattei de l'Italie, qui vise à renforcer son engagement avec l'Afrique par le biais de la coopération énergétique, du développement économique et de la gestion des migrations,

## **La politique verte de l'Europe à l'égard du Sud dépendra de ses politiques industrielles. La Méditerranée pourrait bénéficier de politiques de délocalisation**

pourrait être intégré à la stratégie Global Gateway. Cette intégration permettrait à l'Italie de tirer parti des ressources de l'UE et d'amplifier son impact dans la région MENA. La coordination avec le cadre de l'UE pourrait garantir que les efforts de l'Italie soient perçus comme faisant partie d'une stratégie globale, plutôt que comme des intérêts nationaux isolés. La nouvelle Commission européenne pourrait avoir intérêt à jouer les seconds rôles face à un gouvernement (de droite) qui a un plan articulé à l'égard de l'Afrique, ce qui rendrait les actions italiennes et européennes complémentaires.

#### **CONCLUSION**

La montée de l'extrême droite au Parlement européen devrait influencer les politiques de l'UE à l'égard de la région MENA. Même si la coalition formant la Commission européenne reste similaire à celle de 2019, la présence accrue d'eurodéputés conservateurs et d'extrême droite façonnera le paysage politique.

Avec la réélection d'Ursula von der Leyen, on s'attend à une continuité dans certaines politiques concernant la région méditerranéenne. La gestion de l'immigration devrait mettre davantage l'accent sur l'externalisation et la sécurisation, avec une extension possible à des pays comme le Liban. Le nouveau Pacte sur la migration et l'asile continuera à être soutenu, mais en mettant davantage l'accent sur la sécurité des frontières. L'UE devrait également continuer à maintenir une position pro-israélienne, avec moins de possibilités de sanctions ou de condamnation d'Israël ; cela dit, ce soutien deviendra de plus en plus coûteux, au fur et à mesure que tous les pays manifesteront une certaine lassitude à l'égard des actions israéliennes. La transition écologique en Méditerranée est menacée par les priorités nationalistes de l'extrême droite, mais les grands projets d'énergie renouvelable pourraient aller de l'avant avec le soutien de la coalition. L'avenir de la stratégie Global Gateway est incertain, mais son alignement sur les objectifs plus larges de l'UE laisse entrevoir la possibilité de poursuivre les investissements dans la région MENA.

Dans l'ensemble, la montée de l'extrême droite présente à la fois des défis et des opportunités pour les politiques de l'UE à l'égard de la région MENA. La recherche d'un équilibre entre sécurité, développement et durabilité environnementale sera essentielle pour pouvoir naviguer dans un paysage politique aussi complexe. Continuer à s'appuyer sur des partenariats stratégiques et sur l'exploitation des ressources de l'UE peut contribuer à atténuer les risques et à promouvoir la stabilité et la prospérité dans la région./